

France : Scènes de la vie ordinaire en Sarkoland¹

L'état de grâce dont a bénéficié Nicolas Sarkozy depuis son élection triomphale semble déjà s'éroder. C'est sur le terrain social – vie chère, emploi, cadeaux aux catégories les plus riches – que le président risque de connaître ses premières déconvenues.

Et comment va M. Sarkozy au sortir de cet été pourri ? Sans surprise. L'homme est toujours aussi agité, libéral autoritaire. Alors que la crise financière américaine projette ses effets sur tous les continents et plombe les perspectives de croissance, le président français n'a pas manqué de faire rouler ses mécaniques. « La croissance ? Je ne l'attendrai pas, j'irai la chercher. » Et, bien entendu, le surhomme sait comment faire : « Si elle n'est pas assez forte, j'irai encore plus loin dans l'allègement du coût du travail et dans la réforme des 35 heures » Face aux nuages contraires, Sarko opte donc pour une nouvelle fuite en avant dans les réformes libérales. Le style fait l'homme. Et les salariés font les frais de sa conception d'une démocratie dirigée.

Certes, le petit Bonaparte de l'Élysée accepte bien de laisser un peu de champ à la négociation. Mais dans son esprit, c'est pour mieux ouvrir la voie à des mesures préécrites par des ministres réduits au rang de portefaix. Le débat qui s'est ouvert sur la rénovation du marché du travail est un bel exemple de la méthode Sarkozy et une parfaite illustration des intérêts au service desquels elle fonctionne.

Les grandes organisations syndicales se sont dit prêtes à jouer le jeu. C'est que les enjeux sont énormes et qu'il ne sera pas aisé de parvenir à un consensus avec le patronat sur des sujets aussi essentiels que l'emploi des jeunes, le contrat de travail, les conditions de licenciements ou du retour à l'emploi. Le patronat, sous la conduite du MEDEF, veut les coudées franches pour licencier à sa guise. Les syndicats, pas trop au clair entre eux sur le sujet, revendiquent au moins de concert que la négociation permette de faire reculer la précarité et sécurise les parcours professionnels tout au long de la carrière. Mais... Le MEDEF a exigé et obtenu que les séances de travail soient introduites par un texte du patronat que les syndicats peuvent ou non amender. Les entreprises ont ainsi la main pour gérer ces matières sensibles que sont, par exemple, les contrats d'embauche, la durée des périodes d'essai ou l'avenir des contrats à durée indéterminée. Et le gouvernement a d'ores et déjà annoncé son intention de légiférer rapidement s'il n'y a pas d'accord à la fin de l'année.

Les régimes spéciaux en question.

La méthode, disions-nous. C'est la même qui prévaut sur un autre terrain sensible, celui des régimes spéciaux de retraite de certaines catégories de fonctionnaires et qui concerne 1,6 million d'actifs et de retraités en France². Alors qu'un rendez-vous de négociation est prévu début 2008, le Premier ministre est sorti de son placard pour annoncer que la réforme est d'ores et déjà « prête » et que c'est sur cette base que s'entameront les pourparlers avec les interlocuteurs sociaux qu'il s'agira de conclure « dans les prochains mois ». Le porte-parole du gouvernement avait pourtant démenti cette information avant que François Fillon ne vende la mèche. Les syndicats menacent de "conflit majeur", ou directement de

¹ Analyse parue dans le N° 337 du *Journal du mardi*, du 2 octobre 2007.

² Les régimes spéciaux de retraite bénéficient à quelque 500.000 actifs et 1,1 million de retraités, dans les industries électriques et gazières, les mines, à la SNCF, la RATP ou encore la Comédie-Française ou la marine. Les bénéficiaires de ces régimes, souvent créés avant la Seconde guerre mondiale pour compenser la pénibilité ou la dangerosité de certains métiers, disposent d'avantages portant sur l'âge de la pension, souvent inférieur à 60 ans, et sur la durée de cotisation.

grève, si le gouvernement présente un texte tout prêt comme base de négociation pour réformer les régimes spéciaux.

Tout cela va dans le sens des revendications d'un patronat qui, comme l'a dit la présidente du MEDEF, Laurence Parisot, « veut aller plus loin ». « Nicolas Sarkozy montre qu'il est de l'intérêt de la France et des Français d'agir avec les entreprises » s'est-elle félicité. Et elle voudrait voir relever à 62 ans l'âge légal ouvrant droit au départ en retraite, tout en allongeant la durée de cotisation. Ces déclarations de la patronne des patrons se sont ajoutées à celles du gouvernement qui, voulant faire la peau aux régimes spéciaux de certaines entreprises publiques, vise en fait toute la fonction publique. « Le régime de retraite de la fonction publique est encore une sorte de régime spécial. La question du rapprochement avec le privé se pose donc pour 2008 » a indiqué le secrétaire d'Etat Santini. Il s'agira notamment d'en finir avec le calcul de la pension sur les six derniers mois d'activité, règle plus avantageuse que celle des 25 « meilleures années » en vigueur dans le privé. De son côté, François Fillon a décidé d'exaucer les vœux de Mme Parisot en annonçant son intention d'allonger de quarante à quarante et un an la durée de cotisation obligatoire.

Sémantique ?

Le tout sur fond de rigueur permanente. La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, a levé un coin du voile début septembre. Un « plan de rigueur » existe, destiné pour l'essentiel à la fonction publique puisque le président de la République a pris l'engagement de ne pas remplacer tous les fonctionnaires qui partent à la retraite », soit 22 000 agents d'ici à 2009. La ministre n'a toutefois pas encore intégré les règles de la communication en usage en Sarkoland. Il est revenu au ministre responsable, Eric Woerth, d'expliquer que, quand Mme Lagarde parle de « rigueur », elle veut dire « bonne gestion ». Sur ordre du président de la République, Claude Guéant, son secrétaire général a évoqué, lui, un « plan de revalorisation » de la fonction publique. Les fonctionnaires « veulent le défi, soutenir le développement des activités privées », ce qui montre une conception bien dans l'air du temps mais pour le moins étriquée du service public. Puisqu'il faut « un effort constant pour réduire les dépenses de l'Etat », il s'agit que « les fonctionnaires soient mieux traités » a renchéri le Premier ministre, traduisant ainsi de façon lénifiante cet axiome de M. Sarkozy durant sa campagne : la France sera « un Etat où les fonctionnaires soient moins nombreux mais mieux considérés. » Et mieux payés ? Le problème, c'est que, côté salaires, la perte de pouvoir d'achat subie par les agents de l'Etat serait de 6% depuis 2000, année du dernier accord salarial. Ces précautions sémantiques suffiront-elle pour éviter une mobilisation syndicale ? L'objectif pour l'an prochain est d'amputer, par exemple, l'Education nationale de 10 000 à 15 000 postes, surtout dans le secondaire. La Défense et le département des Finances sont également visés.

Austérité tout azimut.

C'est dans les écoles que la « rigueur » se paiera au grand comptant. « Les enfants ont trop d'heures de cours. Je suis pour la suppression des classes du samedi matin sans report sur les autres jours de la semaine » a tranché Nicolas Sarkozy (Il n'y a pas classe le mercredi, ndlr) Qui voit là, il ne s'en cache pas une opportunité de tailler dans les effectifs, et cela en vertu d'un raisonnement simpliste : moins d'heures de cours égale un besoin moindre d'enseignants. Alors que plusieurs rapports ont pointé les effets de la grande misère de l'enseignement national sur le niveau des formations.

Si les Français vérifieront bien vite dans leur vie courante ce que signifie le mot austérité, il risque d'en aller tout autrement des promesses de Sarkozy en matière de pouvoir d'achat. Du SMIC à l'allocation de rentrée scolaire, le chef de l'Etat avait promis de répondre aux attentes des consommateurs. « Expliquer qu'il n'y a pas de problème de pouvoir d'achat en France, c'est se moquer du monde »

expliquait-il encore vertueusement début septembre. Et devant les instance du MEDEF, encore ! Il sait que la vie chère est la préoccupation majeure de ses concitoyens. Or, il y a loin des effets d'annonce aux actes. Si les grandes fortunes sont bien servies (six milliards d'euros grâce au « paquet fiscal ») et au détriment des finances publiques déjà déficitaires), les premiers mois de la présidence ont vu se succéder les occasions manquées de rendre du peps à la consommation intérieure : début juillet, le président refusait un coup de pouce aux 2,5 millions d'hommes et de femmes qui vivent du SMIC, ceux-là même qui, pourtant, composent la France « qui se lève tôt et travaille dur » vantée par le Sarko en campagne. Dans le même temps, et reniant ses promesses, il postposait une revalorisation de la médiocre allocation des handicapés (621 euros par mois, ce qui disait-il, « ne permet pas de vivre décemment »). Pas de coup de pouce non plus pour aider les parents modestes à passer le cap de la rentrée scolaire. Quant aux fonctionnaires, ils sont priés de ronger leur frein et se contenter d'une vague promesse de revalorisation salariale en échange de la suppression de milliers de postes. Quant aux 16 millions de salariés du privés, ils devront s'en remettre à la théorie du « gagner plus en travaillant plus » et tout espérer de la défiscalisation des heures supplémentaires. Le chef des droites réunies a appelé le MEDEF à « faire un effort pour les salaires chaque fois que c'est possible. Et l'on attend la fameuse TVA « sociale » qui risque de grever encore les prix des produits de consommation courante et l'instauration des franchises médicales qui alourdiront le coût des soins de santé.

La posture de Sarkozy en croisé du pouvoir d'achat relève surtout de ...l'imposture. Alors ? Pour Jean-Louis Missika, spécialiste de la communication politique à l'Institut d'études politiques de Paris, « il y aura une heure de vérité, qui se jouera sans doute sur le plan économique et financier. » Dans l'immédiat, et alors que la cote de popularité personnelle du sprinter élyséen reste fort élevée, « les Français se crispent sur la phase II des réformes Sarkozy » a titré le quotidien financier La Tribune, ce journal pourtant aux mains de Bernard Arnault, un ami intime de Nicolas. 55% des hexagonaux se disent pessimistes pour les mois à venir. Le rejet de la TVA sociale, de l'assouplissement du Code du travail et des franchises médicales est sans appel, y compris parmi les sondés proches de l'UMP, le parti présidentiel. Moins de 30% des Français pensent efficace l'action du gouvernement contre la vie chère...

Sarko le vengeur

Nicolas Sarkozy s'est-il prononcé pour un retour de la peine de mort. C'est ce qu'il aurait confié à Mustafa Kocakurt, le père d'un garçon de cinq ans, violé par un délinquant sexuel. Dérapage verbal ? Outrance démagogique ? Durant plusieurs jours, l'Elysée a tenté de déminer la polémique. Pour prouver sa bonne foi, ses services de communication ont renvoyé à une tribune de Sarkozy de janvier 2007 dans laquelle il déplorait l'exécution de Saddam Hussein en se disant « opposé à la peine de mort. » Le démenti se voulait clair. Selon l'avocat de M. Kocakurt, « en fait, le président lui a dit qu'il comprenait que dans une telle situation un père puisse songer à la peine de mort. » Mais des commentateurs se sont demandé si l'essentiel n'était pas qu'une idée soit passée, que la peine capitale est concevable pour les pédophiles. Le président de l'Union syndicale de la magistrature considère que « le président a une conception très personnelle du rôle de la justice au sein des institutions. Un magistrat est le serviteur de la loi et non du gouvernement... Le président considère que la justice est un service comme n'importe quel service administratif qui doit être rendu aux citoyens dans l'optique d'une défense quasi idéologique des 'victimes'. Lorsque j'entends Nicolas Sarkozy s'exprimer sur la justice, j'ai l'impression qu'il parle d'une autre planète

Et pendant ce temps là, le PS galère

Et pendant que M. Sarkozy poursuit sa fuite en avant libérale, que devient l'opposition ? Lors de sa visite à Mulhouse en septembre dernier, le président a pu mesurer, une fois de plus, les effets délétères de sa politique d'ouverture sur un PS mal en point. Sur la lancée de son entrée au gouvernement, le maire socialiste, Jean-Marie Bockel, avait annoncé son intention de mener une liste de « rassemblement » entre PS, UMP et Modem aux prochaines municipales. En représailles, le bureau national du PS a décidé de dissoudre la section locale. Ambiance... entretenue sans coup férir par le maître de cérémonie de l'Élysée.

Les socialistes n'ont certes pas de mots assez durs pour ceux d'entre eux qui ont viré de bord, donnant ainsi la mesure véritable de leur engagement « à gauche ». Il est vrai que les guillemets sont de circonstance. Bernard Kouchner a toujours préféré sa propre personne à l'engagement collectif. Jean-Marie Bockel, autrefois chevronné, revendique hautement son social-libéralisme. Eric Beson et Jean-Pierre Jouyet, naguère des proches de l'ex-couple Royal-Hollande n'ont guère montré de scrupules pour quitter le sérail. Il en est d'autres, des compagnons de route comme Martin Hirsch et Fadela Aamara qui, en toute candeur sans doute, sont entrés au gouvernement pour faire avancer les causes qui leurs sont chères : la lutte contre la pauvreté et l'intégration des immigrés ; rien ne dit qu'ils y feront plus que de la figuration. Ou un tour de piste.

Et puis, il y a les éléphants, les Védrine, Rocard, Attali... qui ont trouvé dans telle commission ou telle mission diligentée par le président, une occasion de rester dans l'active. Ou de relancer leur carrière, comme Dominique Strauss-Kahn au FMI...

Autant d'épiphénomènes ? Sauf que, parallèlement à ces positionnements acrobatiques, et derrière l'image de bateau ivre que donne le PS, les débats en cours au sein du principal parti de l'opposition laissent rêveurs. On l'a vu lors de son université d'été, le discours de la plupart des dirigeants sur la « modernisation de la gauche » entretient surtout la confusion. On y a entendu un prof de sciences politiques, Zaki Laïdi, affirmer qu'il faut choisir entre « gérer et transformer » et renoncer à l'« objectif de transformer la société » parce que « le marché est un auxiliaire utile de l'équité. » Cet expert es gauche n'a pas plus à tout le monde. Mais Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, comme le maire de Paris, Bertrand Delanoë, qui tient la corde pour succéder à François Hollande, ont suggéré une réforme des retraites qui ne « va pas plaire à tout le monde. » Le ségoléniste Julien Dray a appelé de ses vœux « une stratégie d'alliance nouvelle » quand Michel Rocard, dans la foulée, a suggéré que la gauche abandonne son « étatisme » et « sa proximité avec le PCF. » Parce que « quinze ans après la fin du goulag, j'ai du mal à me sentir bien avec quelqu'un qui se dit antilibéral. »

Bref, pas de quoi faire frémir dans le camp de la droite libérale et sarkozienne. Même si le premier secrétaire du « grand parti de la gauche » a dû rappeler que « notre stratégie, c'est le rassemblement de la gauche » au moins « pour les municipales. » Pendant ce temps-là, les fabiusiens tentent de reprendre du poil de la bête en répétant que « socialisme rime avec progressisme et n'est pas synonyme de fatalisme », que « moderniser ne signifie pas se droitiser. » Et Henri Emmanuelli, figure de la gauche du parti, dénonce « une acceptation croissante des règles du libéralisme économique. » En réponse aux strauss-Kahniens qui vantent ouvertement les vertus de la mondialisation. Chacun pour soi et Dieu reconnaîtra les siens.